

**BRUXELLES, BELGIQUE
DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 17 JUILLET 2008**

***LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE APPUIENT AVEC VIGUEUR
LE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE TRANSATLANTIQUE***

Aujourd'hui, lors d'une rencontre avec le commissaire du Commerce extérieur de l'Union européenne (UE), Peter Mandelson, des dirigeants d'entreprise européens et canadiens ont exprimé leur appui vigoureux en faveur d'un progrès décisif des pourparlers commerciaux multilatéraux et d'un partenariat économique bilatéral intégral.

À la tête de la délégation commerciale, on comptait Philippe de Buck, secrétaire général de BUSINESSEUROPE, Thomas d'Aquino, chef de la direction et président du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE), ainsi que les coprésidents Roy MacLaren et Bill Emmott, du Forum sur le commerce Canada-Europe (FORCCE). Avec d'autres représentants d'entreprises, ceux-ci ont fait valoir le bien-fondé de l'intensification du commerce, des investissements et de la coopération économique à l'échelle bilatérale auprès du commissaire Mandelson. Ils lui ont demandé avec insistance de travailler étroitement avec le ministre canadien du Commerce international, Michael Fortier, en vue de favoriser la conclusion du cycle de Doha à la réunion du 21 juillet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon les chefs d'entreprise, le Canada et l'UE devraient être les catalyseurs des progrès qui s'imposent grandement à la table de l'OMC, en particulier en ce qui a trait aux négociations touchant l'industrie, les services et les règles.

Les dirigeants d'entreprise ont également signalé au commissaire Mandelson que, même si le commerce et les investissements bilatéraux continuent de croître (le total des échanges de biens et de services atteint 60 milliards d'euros, alors que la valeur des investissements s'élève à 156 milliards d'euros), le Canada et l'UE doivent de toute urgence pouvoir compter sur le leadership politique et un cadre institutionnel bilatéral pour accélérer la croissance du commerce et des autres possibilités commerciales.

Ils ont encouragé le commissaire Mandelson à militer en faveur du lancement de négociations en vue d'un partenariat économique intégral à l'occasion du Sommet Canada-UE, dont le Canada sera l'hôte le 17 octobre. Un accord ambitieux entre l'UE et le Canada constituerait un signal positif fort pour les marchés en cette période d'incertitude économique à l'échelle internationale et stimulerait la croissance économique transatlantique à moyen et à long terme.

Ce partenariat bilatéral devrait comporter : la suppression des obstacles au commerce encore en place (barrières tarifaires et non tarifaires); la libéralisation des marchés des services financiers et autres à tous les paliers au sein de l'UE et au Canada; l'élargissement de l'accès

réci-proque aux marchés publics; des mesures pour assurer la mobilité du personnel qualifié et des fournisseurs de services de même que la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles; le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle; un accord de libéralisation complète des services aériens; un accord sur l'énergie durable et l'environnement afin de stimuler le développement technologique; un accord de coopération réglementaire ambitieux assorti d'un engagement en faveur de mesures touchant les secteurs prioritaires; une accélération de la convergence des politiques de concurrence et de la fiscalité, dans les cas où c'est possible; un mécanisme intégral de résolution des différends.

Pour améliorer la compétitivité des entreprises européennes et canadiennes, les dirigeants d'entreprise favorisent une intensification de la coopération entre le secteur privé et le monde universitaire dans les domaines des sciences et de la technologie. Ils préconisent aussi une coopération plus étroite entre le Canada et l'UE dans les négociations internationales sur les changements climatiques afin de faire en sorte que toutes les parties en présence, y compris les économies en émergence, participent à la lutte au réchauffement global.

Des ministres des gouvernements de l'Ontario et du Québec ainsi que des hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada ont également participé à cette rencontre. Les représentants des entreprises ont loué leur leadership en faveur du resserrement des liens économiques entre l'UE et le Canada aux plans multilatéral et bilatéral.

BUSINESSEUROPE, le CCCE et le FORCCE continueront de faire valoir ces enjeux auprès de leurs dirigeants gouvernementaux en prévision de la réunion de l'OMC, en juillet, et du Sommet Canada-UE, en octobre. Ils soutiendront également les efforts de renforcement et d'approfondissement des liens économiques transatlantiques.

BUSINESSEUROPE (www.businesseurope.eu) – BUSINESSEUROPE représente des millions de petites, moyennes et grandes entreprises par le biais de ses 40 fédérations commerciales nationales, présentes dans 34 pays. BUSINESSEUROPE fait activement valoir le rôle des entreprises en Europe – des entreprises fortes font une Europe forte. Cet organisme milite aussi en faveur d'un cadre commercial favorable et concurrentiel qui encourage la croissance économique et une gouvernance saine.

Conseil canadien des chefs d'entreprise (www.ceocouncil.ca) – Le Conseil canadien des chefs d'entreprise, qui a été fondé en 1976, est une organisation non partisane composée de 150 chefs de la direction et entrepreneurs de premier rang de tous les grands secteurs et de toutes les régions du pays. Ses sociétés membres représentent un actif combiné de plus de 3 500 milliards de dollars, ont un chiffre d'affaires annuel de plus de 800 milliards et sont responsables de la grande majorité des activités d'exportation, d'investissement, de recherche-développement et de formation au Canada.

Forum sur le commerce Canada-Europe (www.canada-europe.org) – Le Forum sur le commerce Canada-Europe (FORCCE) est le principal regroupement de gens d'affaires ayant comme objectif d'accroître les occasions d'affaires entre le Canada et l'Union européenne.

En 2007, le FORCCE a mené une campagne pour obtenir le soutien des chefs d'entreprise en vue de favoriser encore davantage les perspectives de développement des liens bilatéraux en matière de commerce et d'investissement. Plus de 95 chefs d'entreprise canadiens et européens ont signé une déclaration d'appui à un accord en matière de commerce et d'investissements entre le Canada et l'Union européenne.

- 30 -

Renseignements :

Adrian Van Den Hoven
+32-2-237-6528
a.vandenhoven@businessseurope.eu

Jason Langrish
(416) 727-3185
jiangrish@canada-europe.org

Ross Laver
(613) 238-3727
ross@ceocouncil.ca